

« Une nouvelle culture du bois s'impose »

- Pascal Triboulot, ingénieur et professeur associé à l'UQAC

Pascal Triboulot a vite été désillusionné sur l'image que projette l'industrie du bois du Québec à l'étranger. À son arrivée, il constate que le Québec a un énorme potentiel, bien supérieur à celui de ses concurrents, mais que dans les faits il arrive bon dernier dans les récoltes par rapport à des pays beaucoup plus petits. À son avis, pour donner un nouveau souffle à l'industrie du bois, il faut non seulement innover et diversifier la gamme de produits, mais créer une nouvelle culture et des modèles emblématiques pour donner le goût aux jeunes de s'orienter dans l'industrie.

Bernard Gauthier

Professeur associé à l'UQAC, ingénieur de l'École nationale d'ingénieurs de Metz (ENIM) et titulaire d'un DEA et d'un doctorat-ingénieur de l'Université de technologie de Compiègne (UTC), Pascal Triboulot tient les mêmes propos sur toutes les tribunes au Québec depuis deux ans. À son avis, le Québec est assis sur une richesse incroyable, mais ne sait pas s'en servir à bon escient.

« D'entrée de jeu, il y a quelque chose de surprenant. Le Québec représente six fois le territoire de la France en termes de superficie forestière. Mais en termes de récoltes annuelles, le Québec arrive derrière la France. Les résultats de 2008 sont significatifs : la France récoltait 36 millions de mètres cubes de bois, tandis que le Québec en récoltait 23 millions. Tout repose sur la problématique de la vision collective de la forêt au Québec et dans d'autres pays comme en Europe. »

Selon le chercheur français, il y a trop de décideurs et de propriétaires. Il estime que tout a été pensé en fonction de l'industrie papetière et structuré par rapport à une production de produits standardisés comme le 2 x 4. « L'avenir du papier journal et de l'impression est derrière nous, alors qu'en France et dans les autres pays d'Europe nous avons mis plus de cordes à nos arcs comparativement au Québec. Ici, il est très difficile d'avoir une politique d'exploitation forestière, les avis étant très partagés. »

Des résultats qui font réfléchir

Dans le secteur du lamellé/collé, les résultats les plus récents sont inquiétants pour le Québec. En Allemagne, la production annuelle fut de 900 mille mètres cubes, tandis qu'en Autriche et en France les résultats furent de 750 mille mètres cubes de bois et 220 mille mètres cubes de bois respectivement. De son côté, le Québec affiche 4 500 mille mètres cubes de bois.

« Alors, lorsqu'on observe les superficies des pays par rapport au développement, on a beau dire que le Québec est lié aux problèmes de chantiers aux États-Unis, reste que je demeure avec un principe : celui des entreprises qui innovent et les autres qui ferment. Il y a des possibilités de diversification. »

Pour Pascal Triboulot, il y a une guerre violente entre les filières des matériaux qu'on ne retrouve pas en France. Il explique que la vision du bois au Québec n'est pas celle d'un matériau moderne, mais plutôt d'une commodité. « Ici, les tentatives qui sont faites dans le bois sont perçues comme des agressions ; c'est très particulier au Québec. Je n'ai jamais vu ça. Il y a même une forme de mépris au bois. Quand il est question de grandes structures, il n'y a pas de levée de boucliers en France comme ici. Dans mon pays, on a compris que les grands constructeurs investissent dans le bois, ils ont compris que



les matériaux de construction vont subir une crise comme l'énergie. Tout ce qui s'appuie sur le fossile a des limites et on a tout intérêt à penser à l'avenir et au développement durable. »

Ce qu'il propose

Pascal Triboulot va même jusqu'à dire que les conséquences de cette culture entraînent une perte de connaissances et de compétences. « Qui peut-on citer comme grandes firmes d'ingénieurs capables de construire et de mettre en valeur un bâtiment ambitieux utilisant le bois ? On dit qu'on veut, mais dans les faits c'est plus difficile qu'on ne le laisse entendre. Il y a beaucoup à reconstruire pour que le Québec retrouve ce qu'il devrait être.

Le Québec est devenu une sorte d'énigme dans le monde par rapport à son approche de la forêt et du bois dans les grandes structures. »

Dans l'esprit du chercheur, il n'y a pas de doute que le changement de culture doit passer par des modèles emblématiques qui donnent le goût aux jeunes de choisir une carrière dans ce secteur. Celui-ci ajoute que pour arrêter le déclin, il faut reconstituer une fierté collective autour de ce matériau. Et en ce sens, les politiciens ont une lourde responsabilité pour effectuer un virage majeur. « Si rien ne change au rythme où vont les choses, je prévois que dans cinq ans il n'y aura plus aucune compétence sur le bois chez les jeunes. »

Assurances collectives

Des services économiques et efficaces

Depuis mai 2010, un régime spécialisé d'assurances collectives est offert à toutes les coopératives forestières du Québec, mais aussi à leurs membres. Si cette offre de service est toute jeune, elle n'en demeure pas moins déjà très populaire. En un an à peine, quelque 1,7 million de \$ ont été cotisés et ce n'est que le début! Ce pouvoir d'achat, pris d'assaut par les coopératives, a déjà permis à plusieurs de réaliser des économies substantielles.

Mélanie Grenier

«On en parlait déjà il y a 25 ans», fait remarquer JOCELYN LESSARD, directeur de la Fédération des coopératives forestières du Québec (FQCF). «Nous avons toujours soupçonné qu'il y avait un intérêt. Les assurances s'adressent aux coops, mais aussi à leurs membres, ce qui fait un bon volume d'affaires», ajoute M. Lessard. Par cette offre de service, la FQCF poursuit deux objectifs: offrir des services supérieurs et à des prix plus bas.

«Nos gens font de grosses économies, et en période de crise, il faut savoir économiser», observe M. Lessard.

Un courtier se démarque

Lorsqu'est venu le temps de choisir un assureur, la FQCF est allée chercher les services d'un consultant spécialisé pour être certain de faire le bon choix. Le courtier d'assurances Riverain Girard s'est démarqué du lot avec son expérience d'une quinzaine d'années dans le secteur de l'industrie forestière. «Nous détenons plus de 50% des

parts du marché du secteur et nous sommes spécialisés dans tous les domaines de l'industrie tant en équipement forestier qu'en transport forestier», explique JUNIOR JUNEAU, directeur des ventes et marketing chez Riverain Girard. Cette spécialisation permet au courtier d'offrir une couverture complète, puis de bien connaître les méthodes de prévention et de gestion des risques reliés à l'industrie.

Services à valeur ajoutée

«Nos gens font de grosses économies, et en période de crise, il faut savoir économiser», observe M. Lessard. Mais au-delà de l'avantage monétaire certain, recourir à des assurances collectives permet également, selon M. Juneau, d'obtenir un service à valeur ajoutée. «Nous assurons les suivis de réclamation auprès des compagnies d'assurances. Nous accompa-

gnons le client pour qu'il revendique ce à quoi il a droit», annonce le directeur qui assure que son entreprise est la seule à fournir un tel service. «Nous voulons que le client soit satisfait et pas seulement au moment de la vente», ajoute-t-il.

Une entreprise reconnue

Riverain Girard est la 9^e entreprise en importance dans son domaine au Québec avec un chiffre d'affaires de plus de 40 millions de \$. Bien que son siège social et ses six succursales soient si-

tués dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, ses 115 employés et son réseau de distribution lui permettent d'assurer une présence partout au Québec. L'entreprise souhaite que son partenariat avec la fédération en soit un à long terme. En proposant des solutions gagnant-gagnant, on s'assure que tout le monde y trouve son compte à long terme», affirme M. Juneau.

Si vous souhaitez adhérer au régime d'assurances collectives de la FQCF, contactez votre coopérative pour de plus amples renseignements.

Quebec Wood Export Bureau et la Wood Pellet Association of Canada

Nouvelles associations

Près d'un an après sa création, le Groupe granules du Quebec Wood Export Bureau (QWEB) est fier d'annoncer qu'il est maintenant partenaire de la Wood Pellet Association of Canada (WPAC), association représentant l'industrie de la granule de bois au Canada. Les membres des deux organisations pourront bénéficier des expertises propres à chacune. «Le principal objectif du Groupe est de renforcer le réseau de producteurs québécois de granules de bois, notamment en raison de la forte compétition qui existe tant sur les marchés nord-américains qu'euro-péens. C'est pourquoi les producteurs québécois de granules, tout comme l'ensemble de l'industrie de la granule de bois du Canada, doivent redoubler d'efforts pour consolider leurs acquis sur les marchés locaux en plus de développer l'accès à de nouveaux marchés outremer», affirme PIERRE TREMBLAY, président du Groupe granules du QWEB et directeur général de Lauzon Bois énergétique recyclé. (M-C-B.)